



**INSTITUT
POLYTECHNIQUE
DE PARIS**

Fiscalité

Mémoire de Statistique Descriptive

Quelle fiscalité pour quelle société ?

Tristan Fabre
Mihnea Popa

Sommaire

Introduction	2
1 Confiance dans les institutions et adhésion au système fiscal	3
1.1 Les Gilets Jaunes entre rejet de l'impôt et attachement à l'État	3
1.1.1 Un rejet de l'impôt paradoxal ?	3
1.1.2 Mais néanmoins un fort attachement à l'État	6
1.2 Confiance dans les institutions et fiscalité plus redistributive au niveau européen	7
1.3 Un consensus ambivalent	8
2 Normes fiscales et valeurs sociales en Europe	11
2.1 Des valeurs sociales différentes	11
2.2 Des normes fiscales différentes	12
3 Conclusion	13
4 Annexes	14
4.1 Graphiques	14
4.2 Code SAS	20

Introduction

La mise en place d'une taxe sur le carburant en 2018 à conduit à l'apparition des gilets jaunes, un mouvement contestataire qui revendique une amélioration des conditions de vie des classes populaires et classes moyennes ou "les Petits moyens" comme les appelaient Marie Cartier, Isabelle Coutant, Olivier Masclet, Yasmine Siblot dans leur ouvrage *La France des « Petits-moyens »*. Mais plus qu'une simple contestation de cette taxe carbone, le mouvement va s'élargir et dénoncer les inégalités fiscales. Il milite notamment pour le retour de l'impôt sur le revenu. Malgré une forte contestation du système fiscal, les gilets jaunes ne sont pas opposés à l'intervention de l'État. Bien au contraire.

La fiscalité c'est l'ensemble des règles et des lois qui constitue le cadre fiscal d'un État. Elle s'apparente à des pratiques utilisées par l'État pour percevoir des impôts. Elle joue un rôle déterminant dans le fonctionnement économique d'un pays, mais aussi dans la vie de ses résidents. Ainsi ce n'est pas un sujet neutre, tout le monde est concerné par la fiscalité, bien que les chiffres montrent que parfois peu de personnes ont un avis tranché sur le sujet. De fait, les opinions sur la fiscalité sont rarement anodines et dépendent d'autres variables comme le revenu, le niveau de diplôme voire l'âge et le lieu où l'on vit. Étudier la fiscalité c'est donc comprendre les liens qui régissent ses variables entre elles. En s'appuyant sur les données de l'European Social Survey round 4, une enquête datant de 2008, ce mémoire essaie donc de comprendre les opinions, les avis, les sentiments sur un sujet aussi complexe que la fiscalité au travers d'autres variables. Il s'agira ainsi de déterminer le poids respectif de ces variables mais aussi de comprendre comment celles-ci interagissent avec la fiscalité. Pourquoi certaines personnes à revenu égal sont-elles prêtes à payer plus d'impôt pour que l'État augmente les aides sociales alors que d'autres préfèrent le contraire ?

Plus encore, il s'agira de comprendre les sociétés étudiées au travers des choix fiscaux ou pour le dire autrement, les choix fiscaux sont toujours des choix de société, c'est-à-dire des choix faits par la société – les individus qui la compose - et en vue d'une société donnée, d'objectifs et de valeurs.

Ainsi on peut se demander quelle fiscalité correspond le mieux à quelle société. Il s'agira d'abord d'étudier les rapports entre confiance dans les institutions et adhésion à une politique fiscale donnée. Puis de montrer que cette adhésion dépend aussi de variables plus concrètes telles que l'âge, le revenu ou le diplôme. Enfin, il s'agira de comparer les volontés fiscales pour déterminer, sans aller jusqu'à des idéaux, des valeurs fortes qui régissent les sociétés. Ou pour le dire autrement, les normes fiscales reposent toujours sur des valeurs sociales qu'il s'agira de mettre à jour.

1 Confiance dans les institutions et adhésion au système fiscal

1.1 Les Gilets Jaunes entre rejet de l'impôt et attachement à l'État

1.1.1 Un rejet de l'impôt paradoxal ?

Les classes populaires et moyennes inférieures ont tendance à rejeter le système fiscal alors qu'elles en sont les principales bénéficiaires mais en même temps elles gardent une forte confiance dans l'Etat.

Le 17 novembre 2018 signe le premier acte d'un mouvement social qui va s'amplifier au cours des prochains mois, celui des gilets jaunes. Des sondages et des enquêtes comme celle du Centre Emile Durkheim à Bordeaux permettent de connaître le profil des gilets jaunes. Le revenu médian par ménage des gilets est de 2000€ nets par mois contre 2500€ en population générale. Ce n'est donc pas une révolte des plus pauvres, comme certains l'ont dit, mais plutôt d'un mouvement de classes populaires et de classes moyennes inférieures qui vivent dans la crainte de la précarisation et du déclassement.

Dans *Une histoire populaire de la France* (2018), une histoire des mouvements sociaux des dominés contre les dominants en France depuis le Moyen-Âge, l'historien Gérard Noiriel montre que les révoltes antifiscales des classes populaires sont récurrentes dans l'histoire de France. Elles traduisent toujours selon lui le fait que le peuple a l'impression de devoir payer sans rien recevoir en retour. Les luttes antifiscales ne concernent donc pas seulement des intérêts matériels, mais veulent aussi dénoncer ce qui est vu comme du mépris des dominants, qui ne comprennent pas ce que vivent les classes populaires. Selon Noiriel, derrière les luttes antifiscales, il y a toujours une revendication de dignité. Ici, le discours des Gilets Jaunes se focalise sur ce qui est vu comme du mépris de la part du Président de la République, Emmanuel Macron.

Le mouvement dénonce des impôts trop forts alors que les personnes qui le compose sont censées être les principales bénéficiaires de l'État providence. La question qui se pose alors est de savoir pourquoi les Gilets Jaunes ont le sentiment de devoir payer sans rien recevoir en retour. Le sociologue Alexis Spire, spécialiste du guichet des administrations publiques, a réalisé une enquête sur le consentement à l'impôt des Français, dans *Résistances à l'impôt, attachement à l'État* (2018), en croisant données quantitatives et qualitatives. Le constat de départ est que tout au long du XXe siècle, la contestation des prélèvements obligatoires est surtout le fait des indépendants (on peut penser au poujadisme dans les années 1950) et des ménages avec les revenus les plus élevés. Aujourd'hui, au contraire, elle est plus souvent le fait des classes populaires. Les auteurs reprennent l'expression de « France des petits-moyens » (Cartier, Coutant, Masclet et Siblot, 2008).

Le graphique ci-dessous permet de constater que les classes populaires adhèrent le plus à l'idée selon laquelle les impôts sont trop élevés et qu'il faudrait les baisser quitte à réduire les prestations sociales.

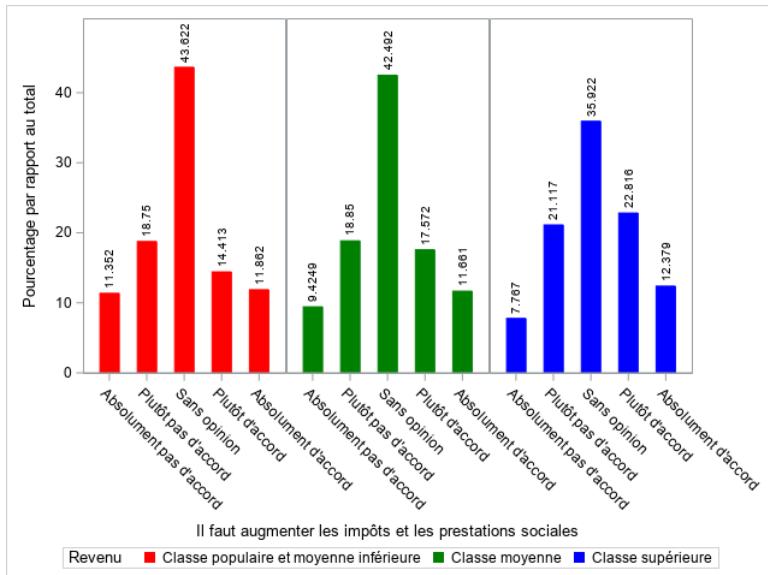


Figure 1: Souhaitez-vous augmenter les impôts pour diminuer les dépenses publiques ?

Ce constat de départ semble paradoxal. C'est paradoxal pour deux raisons : 1) le système fiscale-social reste globalement progressif i.e. le taux moyen d'imposition augmente avec le revenu (sauf pour les très très hauts revenus, cf. Landais, Piketty et Saez, 2011), 2) les classes populaires sont les principales bénéficiaires de la redistribution.

C'est ce paradoxe que cherche à lever A. Spire. La résistance à l'impôt des classes populaires se différencie de la résistance à l'impôt traditionnelle des classes supérieures et des indépendants. Chez ces derniers, la contestation du niveau des impôts va de pair avec la revendication de restreindre le périmètre de l'État dans une logique d'équilibre budgétaire des finances publiques. Alexis Spire observe que chez les classes populaires, la contestation de l'impôt coexiste paradoxalement avec un fort attachement aux services publics. C'est ce qui amène certains acteurs du débat public à dénoncer l'incohérence des revendications des GJ : l'État ne peut pas à la fois baisser les impôts et redistribuer plus de richesses. Ces revendications ont néanmoins du sens, selon Spire, si on regarde d'où elles sont émises : elles traduisent en fait un sentiment d'injustice fiscale de la part des classes populaires stables et des classes moyennes inférieures. Elles ont le sentiment de payer plus qu'elles ne devraient et de recevoir moins : d'être trop riches pour avoir droit aux aides (d'où l'appel à une "meilleure redistribution") et trop pauvres pour s'en sortir après les prélèvements obligatoires (d'où la revendication d'une baisse des impôts).

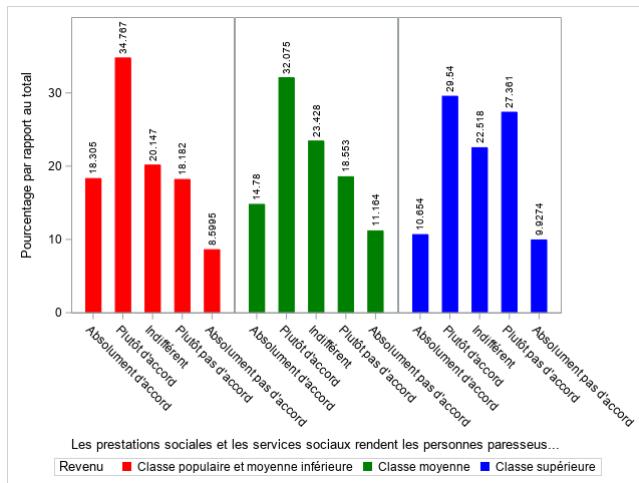


Figure 2: Les prestations sociales et les services sociaux rendent les individus paresseux

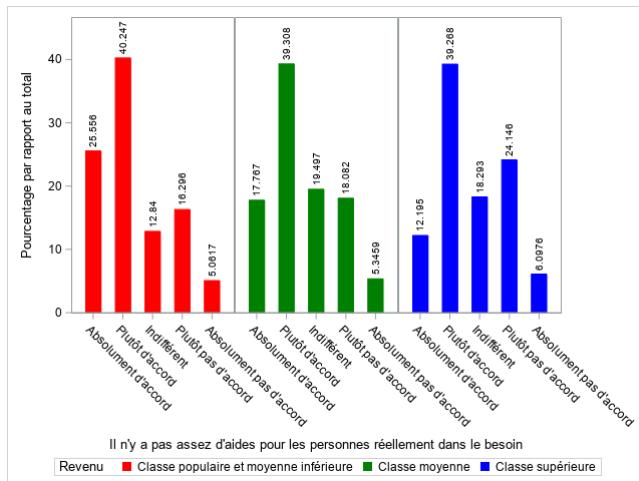


Figure 3: Il n'y a pas assez de prestations sociales en France pour aider les personnes qui en ont vraiment besoin

Les deux graphiques précédents mettent en évidence cette dernière idée. Ce sont les classes populaires et moyennes inférieures qui adhèrent plus largement que les autres classes à l'idée que les prestations sociales rendent fainéant mais aussi à l'idée que les aides sociales ne bénéficient pas à ceux qui sont dans le réel besoin. Les classes populaires et moyennes inférieures s'estiment lésées par le système fiscal. Cette idée qu'ils sont trop riches pour bénéficier des aides mais trop pauvres pour vivre décemment se ressent aussi dans le fait qu'ils sont plus nombreux à penser que de nombreuses personnes n'ont pas accès aux aides auxquelles elles devraient normalement avoir accès.¹.

¹voir annexes 4.1.

1.1.2 Mais néanmoins un fort attachement à l'État

Malgré le rejet d'une forte fiscalité, les classes populaires se caractérisent par un fort attachement à l'État et au rôle du gouvernement. C'est ce que l'on peut constater sur les graphiques ci-dessous : les classes populaires considèrent en moyenne plus que les autres que le gouvernement doit intervenir dans l'économie. D'où le titre de l'ouvrage d'Alexis Spire : *Résistance à l'impôt, attachement à l'Etat*.

Le graphique suivant montre comment les classes populaires et moyennes inférieures attachent une plus grande importance que les autres classes au rôle du gouvernement.

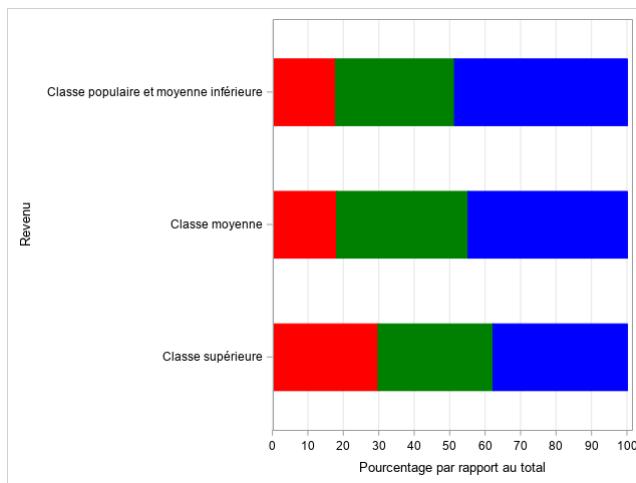


Figure 4: Le gouvernement doit assurer un emploi à tous ceux qui en veulent un

Par exemple les classes populaires et moyennes inférieures soutiennent plus l'idée que les autres classes, toutes choses égales par ailleurs, qu'assurer l'emploi est de la responsabilité du gouvernement. Il en va de même quand à la garantie du niveau de vie des chômeurs² ou encore prévoir des congés payés pour les personnes qui doivent temporairement s'occuper d'un membre de leur famille malade³ .

²voir annexes 4.1.

³voir annexes 4.1.

1.2 Confiance dans les institutions et fiscalité plus redistributive au niveau européen

Si le rejet d'une fiscalité donnée n'implique pas un détachement de l'État, la confiance dans les institutions joue néanmoins un rôle important dans l'acceptation de politiques redistributives.

Au niveau Européen il existe un lien direct entre la confiance dans les institutions et l'acceptation d'une plus forte politique fiscale. Des études ont montré que le civisme fiscal était plus fort dans les pays où l'attachement et la confiance dans les institutions (parlement, politiques, gouvernement, justice) était également forte.

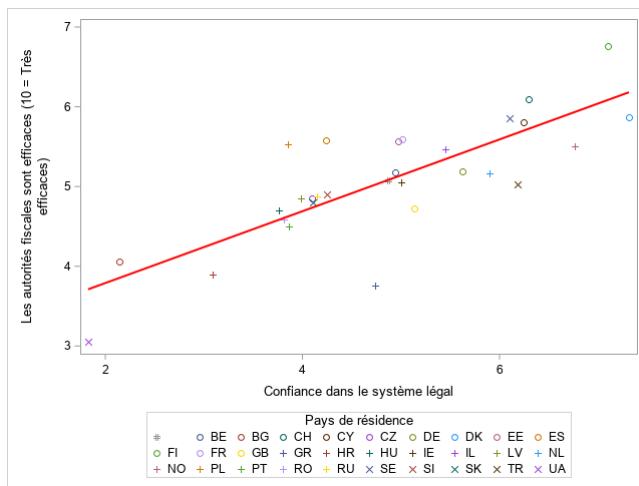


Figure 5: Estimation de l'efficacité des autorités fiscales en fonction de la confiance dans le système légal

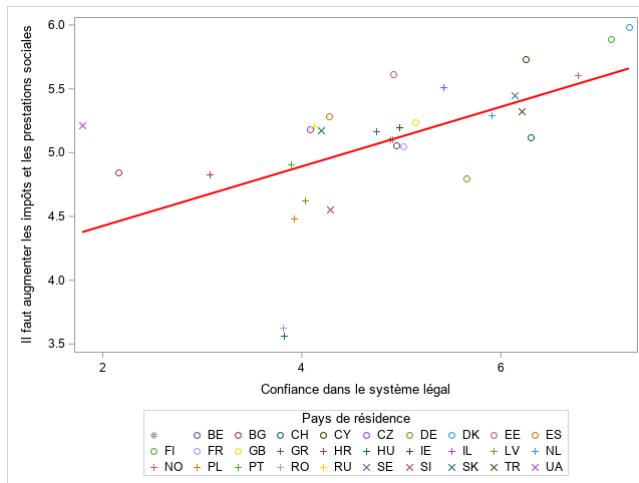


Figure 6: Volonté d'augmenter les impôts et les prestations sociales en fonction de la confiance dans le système légal

Les graphiques ci-contre montrent une nette correspondance entre confiance dans les prélèvements de l'impôt et confiance dans le système légal (figure 5) et l'adhésion à

un système plus redistributif et la confiance dans ce même gouvernement (figure 6). On peut aussi constater que les pays qui allient forte confiance dans le système légal et une forte confiance dans les autorités fiscales sont les pays Scandinaves (Danemark, Norvège, Suède, notée SE) et la Finlande. Des pays où il y a traditionnellement une forte confiance dans l'État et une forte cohésion sociale.

Cela peut venir du fait qu'un gouvernement non corrompu est la garantie que les impôts seront utilisés correctement. Des travaux empiriques du début des années 2000 (Alm, McClelland, Schulze, 1999 ; Feld, Tyran, 2002 ; Torgler, 2004) établissent un lien positif entre le respect des obligations fiscales et la confiance dans le gouvernement. Ici plus les citoyens ont confiance dans le gouvernement, plus ils adhèrent à l'idée de payer plus d'impôt si c'est pour augmenter les prestations sociales.

Ainsi une société caractérisée par la confiance dans les institutions, les partis politiques, le système légal ou encore le gouvernement peut mettre en place une fiscalité plus redistributive sans perdre l'adhésion de ses citoyens. Inversement dans une société où les individus ont peu confiance dans le système, une augmentation des prélèvements fiscaux, même pour financer des prestations sociales, sera moins facilement acceptée. En effet, on peut supposer que les contribuables craignent que cet argent soit détourné de la mission annoncée. La relégitimation de l'impôt doit donc passer par une plus grande confiance dans les institutions.

1.3 Un consensus ambivalent

Enfin, on peut aussi mettre en évidence un certain nombre de consensus dans la société française, par exemple plus de 75% des gens estiment qu'il est important d'être égaux⁴ et plus de 76% des individus pensent que le gouvernement doit réduire les inégalités (figure 7)

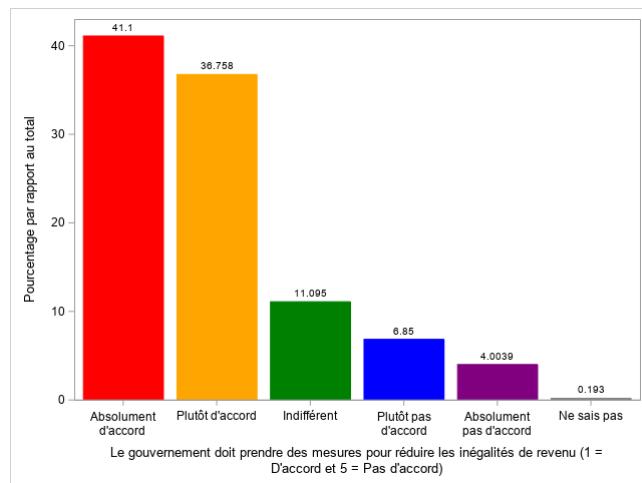


Figure 7: Le gouvernement doit prendre des mesures pour réduire les inégalités de revenu

⁴voir annexes 4.1.

Cependant les prestations sociales restent en grande partie mal vues par la population puisque plus de 50% des individus estiment qu'elles conduisent les personnes à moins prendre soin des autres⁵.

Par ailleurs, on peut remarquer plus de 50% des gens soutiennent qu'un impôt proportionnel est mieux qu'un impôt progressif, comme le montre le graphique suivant.

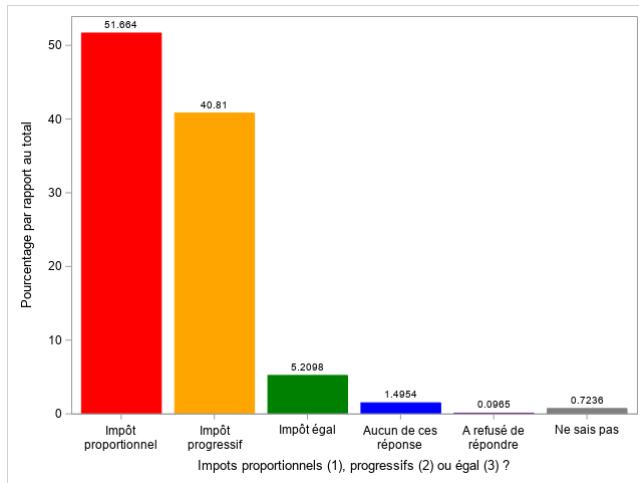


Figure 8: Les impôts doivent-ils être proportionnels (1), progressifs (2) ou égaux (3)

Cela peut sembler contradictoire puisqu'un impôt proportionnel ne réduit les inégalités qu'en valeur absolue. Par ailleurs certains économistes ont même tendance à avancer qu'un impôt proportionnel est en réalité régressif et touche plus durement les classes modestes puisque, si on considère qu'en dessous d'un certain seuil de revenu, il est impossible de satisfaire sa consommation incompressible (Keynes, 1936) alors un impôt proportionnel peut faire passer les classes modestes sous ce seuil tandis que les classes supérieures seront toujours au-dessus. On peut ainsi s'interroger sur la contradiction qui veut que d'un côté les Français souhaitent majoritairement réduire les inégalités mais que d'un autre ils préfèrent un impôt proportionnel. Une réponse à cette contradiction peut être celle de Pierre Rosanvalon, dans une interview, il explique que les taux d'imposition ne sont pas considérés seulement par les populations qu'ils visent immédiatement, mais aussi par les populations qu'ils pourraient éventuellement viser. Ainsi, de nombreuses études ont montré que si un taux d'imposition ne concerne que les 10% des revenus les plus élevés, ce sont en fait les 30% ou 40% de personnes ayant un revenu inférieur qui craignent d'être ensuite soumises à cet impôt. Il explique qu'il y a un effet de diffusion des craintes concernant la fiscalité. De fait, un grand nombre de personnes rechigne à un impôt trop progressif alors même qu'elles ne seraient pas concernées. L'impôt n'est pas simplement perçu comme une variable objective, mais comme une menace qui se diffuse dans le corps social.

⁵voir annexes 4.1.

Ainsi l'avis sur la fiscalité dépend de la confiance dans les institutions et que le rejet d'une forte fiscalité n'inclut pas le rejet d'un gouvernement interventionniste. On peut donc déjà affirmer qu'une société avec une forte fiscalité, ne peut se légitimer que si elle possède aussi une forte adhésion.

2 Normes fiscales et valeurs sociales en Europe

2.1 Des valeurs sociales différentes

Dans son ouvrage, *Les trois mondes de l'État-providence*, Esping-Andersen, examine les variations des systèmes d'État providence à travers les pays développés et les classe en trois modèles distincts. Il classe les pays selon trois modèles:

1. Modèle Libéral :

Caractéristiques : Orienté vers le marché, moins généreux en matière de prestations sociales.

Rôle de l'État : L'État intervient de manière minimale, favorisant le marché du travail et la capitalisation individuelle.

Exemples : Irlande, Chypre, Royaume-Uni.

2. Modèle Conservateur/Corporatiste :

Caractéristiques : Accent sur la préservation des hiérarchies sociales, prestations liées au statut professionnel.

Rôle de l'État : Forte implication de l'État pour maintenir l'ordre social, souvent en partenariat avec les acteurs corporatistes.

Exemples : Allemagne, France, Luxembourg.

3. Modèle Social-Démocrate :

Caractéristiques : Forte protection sociale, égalité des droits, accès universel aux prestations.

Rôle de l'État : Intervention étendue pour assurer une redistribution équitable des ressources.

Exemples : Pays nordiques (Suède, Danemark, Norvège, Finlande).

Esping-Andersen analyse ces modèles en fonction de leurs implications pour l'égalité sociale, la sécurité économique et l'efficacité du marché du travail. Son ouvrage a eu une influence significative sur la compréhension des différences entre les systèmes d'État providence et sur la façon dont ils façonnent le bien-être social dans différents contextes nationaux. Il a notamment participé aux réflexions menées par l'UE, l'ONU et la Banque mondiale sur les politiques publiques de l'emploi et de lutte contre les inégalités. L'auteur insiste sur le fait qu'il ne faut pas décrire les systèmes de protection sociale indépendamment de l'ensemble des relations au sein de la société. On s'est ici intéressé aux moyennes des valeurs de chaque société, on retrouve les résultats suivants:

Les résultats confirment le modèle social-démocrate proposé par Esping-Andersen, pour les pays concernés, il est moins important d'être riche, relativement aux autres pays, et plus important d'être égaux. Ce qui est le contraire dans le modèle libéral.

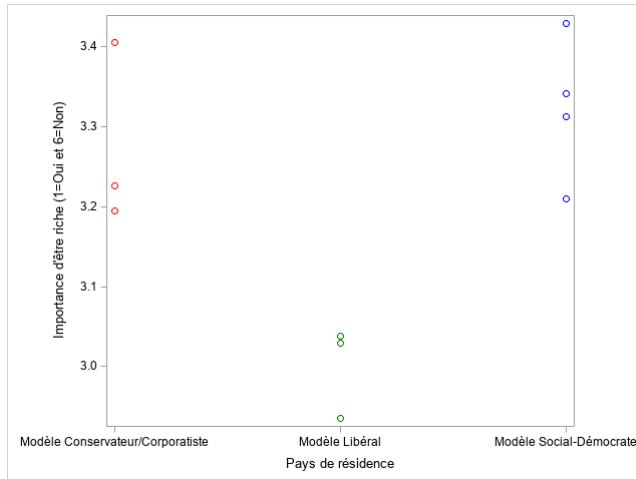


Figure 9: Importance d'être riche

2.2 Des normes fiscales différentes

Ces différences de valeurs sociales ((human values) en anglais) se retraduisent dans les normes fiscales. Dans le modèle Sociale-Démocrate, il y a un refus de la stigmatisation des prestations sociales⁶ et alors que le modèle libéral considère toutes choses égales par ailleurs que les prestations sociales rendent les gens paresseux (Figure 13)

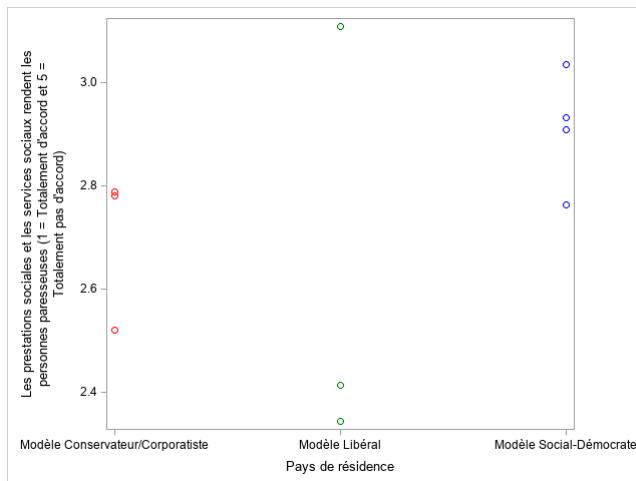


Figure 10: Les prestations sociales et les services sociaux rendent paresseux

⁶voir annexes 4.1.

3 Conclusion

Finalement la question fiscale est bien une question de société. Les préférences fiscales d'un État ne doivent pas s'imposer à la population mais doivent se décider par un dialogue si elles veulent prétendre à une certaine légitimité. Les choix fiscaux sont toujours des choix de société et chaque nouvelle réforme fiscale pose une question essentielle: qui contribue pour qui. Il ne faut pas non plus observer les préférences fiscales indépendamment des situations des individus puisqu'elles jouent un rôle déterminant, on l'a vu, dans leur appréciation de ces premières. De même on se gardera d'associer toute contestation de l'impôt à une contestation du système au contraire la contestation de l'impôt se fait au nom du système. C'est au nom du système français et de l'égalité devant l'impôt datant de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen que s'est, en partie, faite la critique des Gilets Jaunes. La seconde partie de ce mémoire s'est attachée à démontrer que des niveaux éducatifs et de revenu avait aussi un effet sur l'adhésion à un système plus redistributif. Finalement on pourrait conclure en soutenant que les objectifs fiscaux doivent s'accorder au modèle social que l'État souhaite mettre en place. La troisième partie de ce mémoire est revenue rapidement sur la thèse de Esping-Andersen et la façon dont les philosophies et l'histoire des pays en question ont influencé leur doctrine fiscale et surtout assurantielle. La fiscalité s'impose in fine comme un véritable choix de société, puisqu'elle affecte justement toute la société.

4 Annexes

4.1 Graphiques

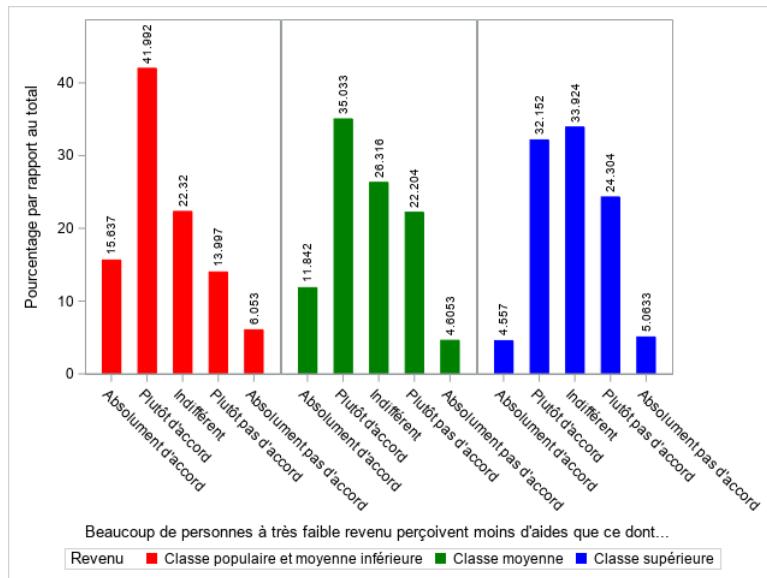


Figure 11: De nombreuses personnes aux revenus très faibles reçoivent moins d'allocations que ce à quoi elles ont légalement droit.

Pour effectuer ce graphique nous avons utilisé la procédure spanel pour créer un panneau où chaque case correspond à une classe de revenu. Pour ce faire nous trions d'abord la base de données suivant les revenus. Puis nous calculons, pour chaque classe de revenu, les pourcentages des différentes réponses pour la variable codant la proposition étudiée. Enfin, nous créons les différents histogrammes en recodant les réponses avec un nouveau format. Par ailleurs, bien que les données de l'enquête soient antérieures au mouvement des Gilets Jaunes, nous considérerons, faute de données plus récentes, tout au long de cette première partie que celles-ci n'ont varié que très marginalement entre 2008 et 2018. Bien que cette dernière hypothèse mériterait quand même d'être discutée.

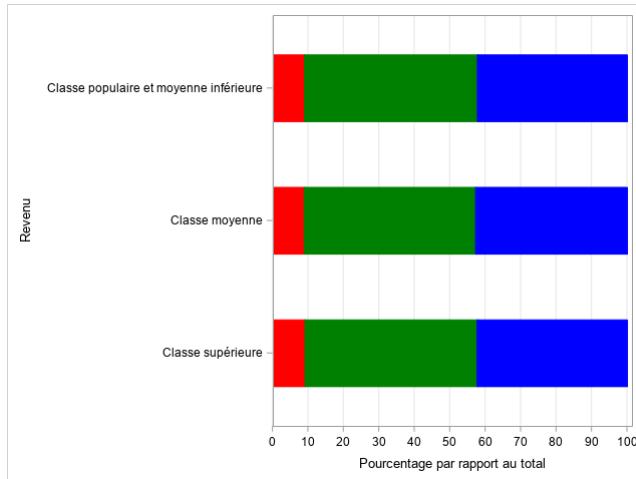


Figure 12: Le gouvernement doit assurer un niveau de vie raisonnable aux chômeurs ?

Pour effectuer ce graphique nous avons utilisé la procédure sgplot pour créer un histogramme horizontal avec des barres empilées où chaque barre correspond à une classe de revenu. Pour ce faire nous trions d'abord la base de données suivant les revenus. Puis nous calculons, pour chaque classe de revenu, les pourcentages des différentes réponses pour la variable codant la proposition étudiée. Enfin, nous créons les différents histogrammes en recodant les réponses avec un nouveau format et en mettant une grille sur l'axe des abscisses pour faciliter la lecture des pourcentages.

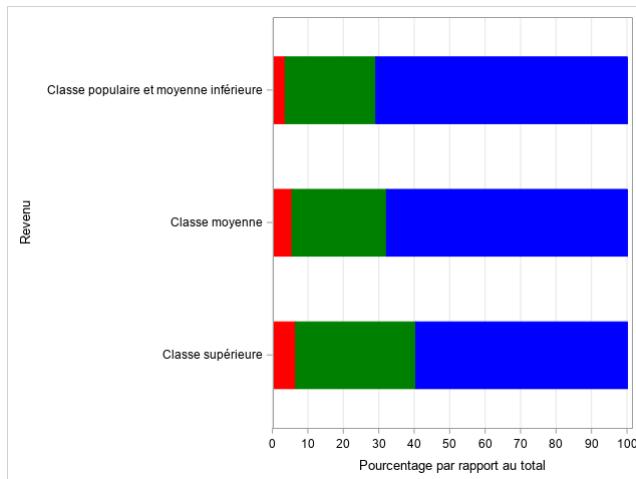


Figure 13: Le gouvernement doit prévoir des congés payés pour les personnes qui doivent temporairement s'occuper d'un membre de leur famille malade ?

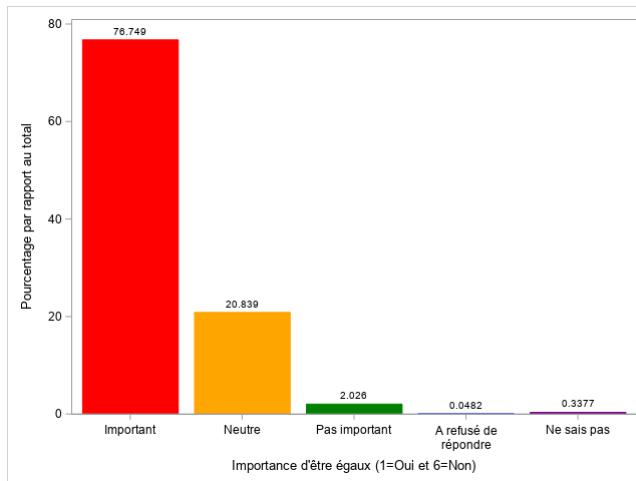


Figure 14: Il est important d'être égaux

Pour effectuer ce graphique nous avons utilisé la procédure sgplot pour créer un histogramme représentant les pourcentages des différentes valeurs de la variable étudiée.

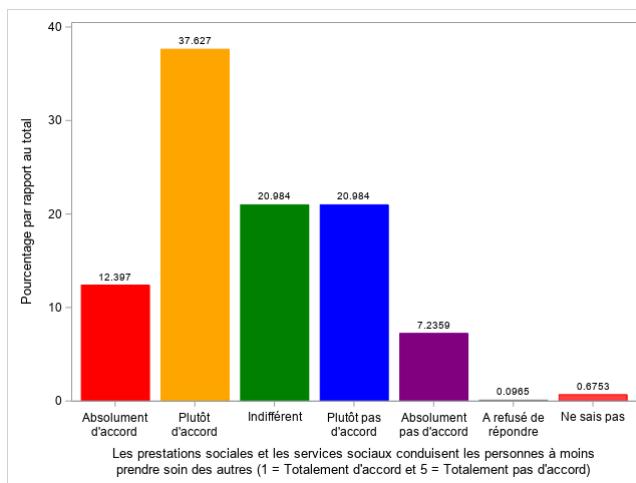


Figure 15: Les prestations sociales et les services sociaux conduisent à prendre moins soin des autres

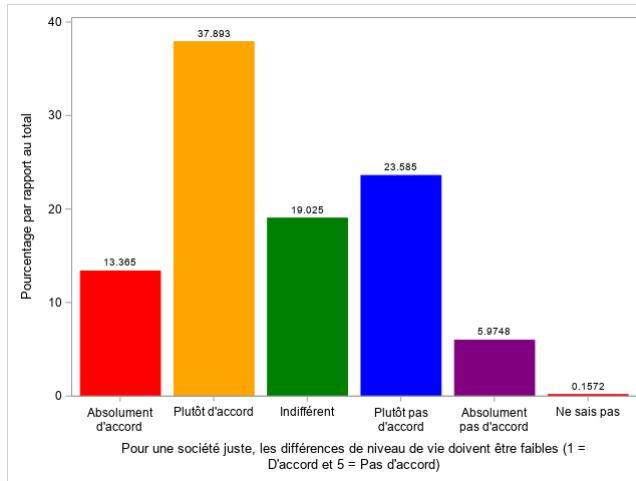


Figure 16: Pour une société juste, les différences de niveau de vie doivent être faibles

Plus de 50% des individus approuvent l'idée que dans une société juste les différences de revenus doivent être faibles

https://www.lemonde.fr/economie/article/2023/10/23/des-millionnaires-appellent-a-payer-plus-d-impots-je-suis-riche-taxez-moi_6196019_3234.html

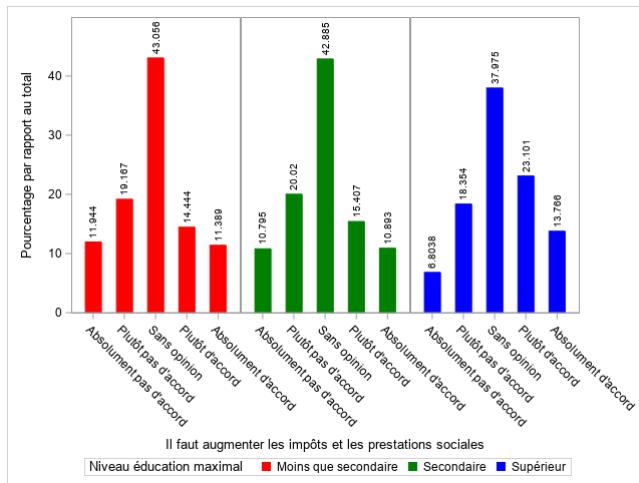


Figure 17: Volonté d'augmenter les impôts et les prestations sociales en fonction du niveau de diplôme

Pour effectuer ce graphique nous avons recodé les variables ditxssp et edulvla correspondant respectivement à la volonté d'augmenter les impôts et les prestations sociales et au niveau maximal d'éducation selon la classification internationale type de l'éducation (ISCED pour International Standard Classification of Education) mis au point par l'UNESCO. Nous avons décidé d'effectuer la procédure sgpanel afin d'avoir une vision d'ensemble des effectifs de chaque groupe d'éducation.

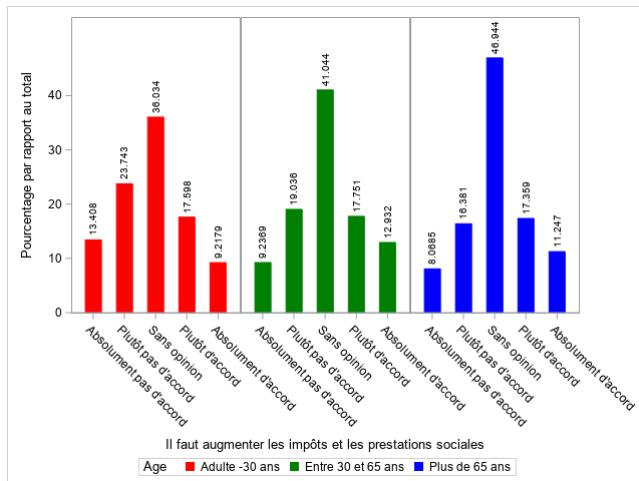


Figure 18: Volonté d'augmenter les impôts et les prestations sociales en fonction de l'âge

Pour effectuer ce graphique nous avons recodé les variables ditxssp et agea correspondant respectivement à la volonté d'augmenter les impôts et les prestations sociales et à l'âge des personnes. Nous avons décidé d'effectuer la procédure sgpanel afin d'avoir une vision d'ensemble des effectifs de chaque groupe d'âge.

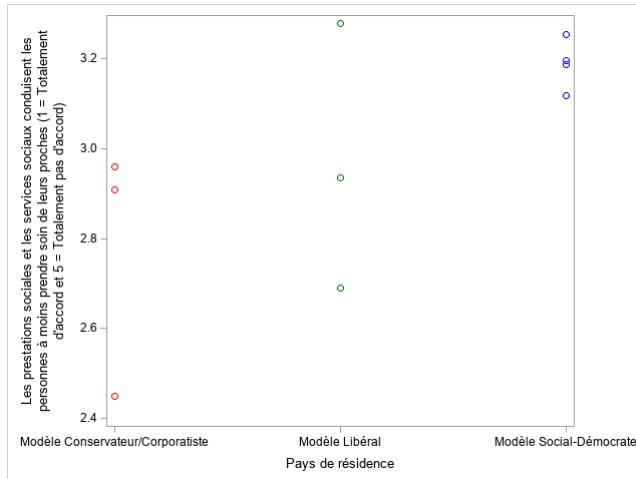


Figure 19: Les prestations sociales et les services sociaux conduisent à prendre moins soin de ses proches

Dans le modèle social-démocrate nous avons considéré le Danemark, la Suède, la Norvège et la Finlande. Dans le modèle conservateur/corporatiste nous avons considéré la France, la Belgique, le Luxembourg, l'Allemagne et l'Autriche. Dans le modèle libéral nous avons considéré le Royaume-Uni, Chypre et l'Irlande. Cependant, dans la base de données, il manquait les observations des variables utilisées pour le Luxembourg et l'Autriche.

Pour la construction du graphique, nous avons d'abord fait une moyenne des valeurs de la variable observée pour chaque pays. Puis nous avons gardé les pays évoqués précédemment. Enfin, nous avons représenté à l'aide de points, en utilisant la procédure sgplot, la moyenne de la variable en ordonnée en regroupant sur l'axe des abscisses par le modèle correspondant au pays.

4.2 Code SAS

```

/*Création de la librairie où se situe la base de données*/
libname ess "D:\sas\ESS\ESS4e04_6";

/*Importation de la base de données avec les variables retenues*/
data ess;
set ess.ess;
keep
cntry /*Country*/
gincdif /*Government should reduce differences in income levels (opinion)*/
agea /*Age of respondent, calculated*/
hinctnta /*Household's total net income, all sources*/
smdfslv /*For fair society, differences in standard of living should be small*/
sblazy /*Social benefits/services make people lazy*/
sblwcoa /*Social benefits/services make people less willing care for one another*/
sblwlka /*Social benefits/services make people less willing look after themselves
family*/
txautef /*Tax authorities, how efficient in doing their job*/
ditxssp /*Government decrease/increase taxes and social spending*/
txearn /*Taxation for higher versus lower earners*/
earnpen /*Higher or lower earners should get larger old age pensions*/
earnueb /*Higher or lower earners should get larger unemployment benefits*/
lbenent /*Many with very low incomes get less benefit than legally entitled to*/
insfben /*Insufficient benefits in country to help people in real need*/
trstprl /*Trust in country's parliament*/
edulvla /*Highest level of education*/
trstlggl /*Trust in the legal system*/
trstplt /*Trust in politicians*/
trstpprt /*Trust in political parties*/
imprich /*Important to be rich, have money and expensive things*/
ipeqopt /*Important that people are treated equally and have equal opportunities*/
impfree /*Important to make own decisions and be free*/
iphlppl /*Important to help people and care for others well-being*/
gvjbevn /*Job for everyone, governments' responsibility*/
gvhlthc /*Health care for the sick, governments' responsibility*/
gvslvol /*Standard of living for the old, governments' responsibility*/
gvslvue /*Standard of living for the unemployed, governments' responsibility*/
gvclcdcr /*Child care services for working parents, governments' responsibility*/
gvpdwk /*Paid leave from work to care for sick family, governments' responsibility*/
RUN;

```

```

/*Renommage des variables avec des labels*/
data ess_label;
set ess;
label
cntry = "Pays de résidence"
agea = "Age"
gincdif = "Le gouvernement doit prendre des mesures pour réduire les inégalités
de revenu (1 = D'accord et 5 = Pas d'accord)"
hinctnta = "Revenu"
smdfslv = "Pour une société juste, les différences de niveau de vie doivent être
faibles (1 = D'accord et 5 = Pas d'accord)"
sblazy = "Les prestations sociales et les services sociaux rendent les personnes
paresseuses (1 = Totalement d'accord et 5 = Totalement pas d'accord)"
sblwcoa = "Les prestations sociales et les services sociaux conduisent les personnes
à moins prendre soin des autres (1 = Totalement d'accord et
5 = Totalement pas d'accord)"
sblwlka = "Les prestations sociales et les services sociaux conduisent les personnes
à moins prendre soin de leurs proches (1 = Totalement d'accord et
5 = Totalement pas d'accord)"
txautef = "Les autorités fiscales sont efficaces (10 = Très efficaces)"
dixxssp = "Il faut augmenter les impôts et les prestations sociales"
txearn = "Impots proportionnels (1), progressifs (2) ou égal (3) ?"
earnpen = "Retraite en fonction du salaire (1 = Riche retraite plus élevée,
2 = Retraite égale et 3 = Riche retraite moins élevée"
earnueb = "Les hauts salaires doivent-ils avoir une aide au chômage plus élevée (1),
égale (2) ou moins élevée (3) ?"
lbenent = "Beaucoup de personnes à très faible revenu perçoivent moins d'aides que
ce dont ils ont accès"
trstprl = "Avez-vous confiance dans votre parlement ?
(0 = Pas confiance et 10 = Confiance)"
edulvla = "Niveau éducation maximal"
trstlgl = "Confiance dans le système légal"
trstplt = "Confiance dans les politiciens"
trstpprt = "Confiance dans les partis politiques"
imprich = "Importance d'être riche (1=Oui et 6=Non)"
ipeqopt = "Importance d'être égaux (1=Oui et 6=Non)"
impfree = "Importance d'être libre (1=Oui et 6=Non)"
iphlppl = "Importance d'aider les autres (1=Oui et 6=Non)"
gvjbevn = "Responsabilité du gouvernement pour les emplois pour tous"
gvhlthc = "Resp du gouv pour le système de santé"
gvslvol = "Resp du gouv pour le niveau de vie des personnes âgées"
gvslvne = "Resp du gouv pour le niveau de vie des chômeurs"
gvclcdcr = "Resp du gouv pour le soin aux enfants de travailleurs"
gvpdlwk = "Resp du gouv jour off payé afin de prendre soin famille malade";
RUN;

```

*/*Création de formats*/*

```

PROC FORMAT;
value income
1-5 = "Classe populaire et moyenne inférieure"
6-8 = "Classe moyenne"
9-10 = "Classe supérieure"
77 = "A refusé de répondre"
88 = "Ne sais pas"
99 = "Pas de réponse";
run;

PROC FORMAT;
value age
0-<15 = "Enfant ou adolescent"
15-<30 = "Moins de 30 ans"
30-65 = "Entre 30 et 65 ans"
65-500 = "Plus de 65 ans"
999 = "Pas de réponse";
RUN;

PROC FORMAT;
value $country
"DK", "SE", "NO", "FI" = "Modèle Social-Démocrate"
"FR", "BE", "LU", "DE", "AT" = "Modèle Conservateur/Corporatiste"
"GB", "CY", "IE"="Modèle Libéral"
"AL", "HR", "ME", "MK", "SI", "XK", "SK", "CH", "NL", "GE", "IL", "TR", "EE", "IS", "RO", "RS", "BG",
"CZ", "HU", "PL", "RU", "UA", "LV", "LT", "ES", "IT", "GR", "PT" = "Autre";
RUN;

PROC FORMAT;
value presta_sociale
1 = " Absolument d'accord"
2 = "Plutôt d'accord"
3 = "Indifférent"
4 = "Plutôt pas d'accord"
5 = "Absolument pas d'accord"
7 = "A refusé de répondre"
8 = "Ne sais pas"
9 = "Pas de réponse";
run;

```

```

PROC FORMAT;
value resp_gouv
0-2 = "Absolument pas d'accord"
3-4 = "Plutôt pas d'accord"
5 = "Sans opinion"
6-7 = "Plutôt d'accord"
8-10 = "Absolument d'accord"
77 = "A refusé de répondre"
88 = "Ne sais pas"
99 = "Pas de réponse";
RUN;

```

```

PROC FORMAT;
value gouv_evolution_impot_ps
0-2 = "Absolument pas d'accord"
3-4 = "Plutôt pas d'accord"
5 = "Sans opinion"
6-7 = "Plutôt d'accord"
8-10 = "Absolument d'accord"
77 = "A refusé de répondre"
88 = "Ne sais pas"
99 = "Pas de réponse";
RUN;

```

```

PROC FORMAT;
value aides
1 = "Absolument d'accord"
2 = "Plutôt d'accord"
3 = "Indifférent"
4 = "Plutôt pas d'accord"
5 = "Absolument pas d'accord"
7 = "A refusé de répondre"
8 = "Ne sais pas"
9 = "Pas de réponse";
RUN;

```

```

PROC FORMAT;
value comment_taxer
1 = "Impôt proportionnel"
2 = "Impôt progressif"
3 = "Impôt égal"
4 = "Aucun de ces réponse"
7 = "A refusé de répondre"
8 = "Ne sais pas"
9 = "Pas de réponse";

```

RUN;

```
PROC FORMAT;
value education_ISCED
0 = "Impossible d'harmoniser"
1 = "Moins que secondaire"
2-3 = "Secondaire"
4-5 = "Supérieur"
55 = "Autre"
77 = "A refusé de répondre"
88 = "Ne sais pas"
99 = "Pas de réponse";
RUN;
```

```
PROC FORMAT;
value gouv
0-3 = "Pas d'accord"
4-6 = "Sans opinion"
7-10 = "D'accord"
77 = "A refusé de répondre"
88 = "Ne sais pas"
99 = "Pas de réponse";
RUN;
```

```
PROC FORMAT;
value imp
0-2 = "Important"
2-4 = "Neutre"
4-6 = "Pas important"
7 = "A refusé de répondre"
8 = "Ne sais pas"
9 = "Pas de réponse";
RUN;
```

*/*Création des macros que l'on va utiliser*/*

*%MACRO panel_var1_var2(variable1,variable2,format1,format2,maxvar1,maxvar2); /*Cette macro crée un panneau suivant les valeurs d'une variable "variable1" codée par le format "format1" et dans chaque case du panneau représente les proportions des valeurs de la variable "variable2" codée par le format "format2"*/*

```

/*Tri de la table suivant la variable "variable1"*/
proc sort data=ess_label;
    by &variable1;
run;
/*Calcul des pourcentages de chaque valeur de la variable "variable2" en groupant selon les valeurs de la variable "variable1"*/
proc freq data=ess_label
(WHERE = (cntry="FR" and &variable1<=&maxvar1 and &variable2<=&maxvar2))
noprint;
    format &variable1 %scan(&format1, 1, %str(%bquote(%')%str(%))).;
    by &variable1;
    tables &variable2 / out=FreqOut;
run;
/*Création du panneau suivant les valeurs de la variable "variable1" en représentant les proportions des valeurs de la variable "variable2" */

proc sgpanel data=FreqOut;
    format &variable1 %scan(&format1, 1, %str(%bquote(%')%str(%))).;
    format &variable2 %scan(&format2, 1, %str(%bquote(%')%str(%))).;
    styleattrs datacontrastcolors=(red green blue)
    datacolors=(red green blue);
    panelby &variable1 / columns = 3 novarname noheader;
    vbar &variable2 /group=&variable1 barwidth=0.5
    response=percent datalabel ;
run;

%MEND;

%MACRO barres_stack(variable);/*Cette macro permet pour une variable "variable", qui sera une variable de responsabilité du gouvernement, de faire un histogramme horizontal avec barres empilées pour représenter cette variable pour les différentes classes de revenu*/

/*Tri de la table suivant le revenu avec les observations utiles*/
proc sort data=ess_label (WHERE=(cntry= "FR"
and hinctnta<=10 and &variable<=10 )) out=ess_label_bis ;
    format hinctnta income.;
    by hinctnta;
run;
/*Calcul des pourcentages de chaque valeur de la variable "variable" en groupant selon les classes de revenu*/

```

```

proc freq data=ess_label_bis noprint;
    by hinctnta;
    tables &variable / out=FreqOut;
run;
/*Création de l'histogramme horizontal avec barres empilées*/
proc sgplot data=FreqOut NOAUTOLEGEND;
    styleattrs datacontrastcolors=(red green blue)
    datacolors=(red green blue);
        format hinctnta income. ;
        format &variable gouv. ;
    hbar hinctnta / response=Percent group=&variable
    groupdisplay=stack barwidth=0.5 ;
        xaxis grid values=(0 to 100 by 10);
run;

%MEND;

```

%MACRO trust(variable1,variable2,maxvar2); /*Cette macro étudie le lien entre différentes variables de confiances "variable1" en abscisse et "variable2" en ordonnées. Elle fait une moyenne sur les pays et représente une droite de tendance*/

```

/*Calcule la moyenne de la variable "variable1" pour chaque pays*/
proc means data=ess_label (where = (&variable2 <=&maxvar2 and
&variable1<50)) noprint;
    class cntry;
    var &variable1 &variable2 ;
    output out=mean_data_2 mean=;
run;
/*Représente en abscisses la variable "variable1" et
en ordonnée "variable2" avec la droite de tendance*/
proc sgplot data=mean_data_2;
    scatter x=&variable1 y=&variable2 / group=cntry;
    keylegend / location=outside;
    reg x=&variable1 y=&variable2 / lineattrs=(color=red) NOMARKERS;
run;

%MEND;

```

%MACRO consensus(variable, format); /*Cette macro étudie les fréquences de la variable "variable" codée par le format "format" pour voir s'il existe un consensus auprès

des individus/*

```

/*Calcul des fréquences des valeurs de la variable "variable"*/
proc freq data=ess_label (WHERE=(cntry="FR" /*and 8<=hinctnta<=10
Pour le dernier consensus */));
    tables %scan(&variable, 1, %str(%bquote(%')%str("%"))) / out=FreqOut;
run;
/*Création d'un histogramme pour voir s'il existe un consensus*/
proc sgplot data=FreqOut NOAUTOLEGEND;
    styleattrs datacontrastcolors=(red orange green blue purple red)
    datacolors=(red orange green blue purple red);
        VBAR %scan(&variable, 1, %str(%bquote(%')%str("%")));
    /response=percent group=%scan(&variable, 1, %str(%bquote(%')%str("%")))
    datalabel; format %scan(&variable, 1, %str(%bquote(%')%str("%")))
    %scan(&format, 1, %str(%bquote(%')%str("%"))).;
run;

%MEND;

```

```

%MACRO vari_en_fct_pays(variable);/*Cette macro crée un graphique
de points avec en abscisse la catégorie de pays (Europe Centrale,
Europe du Nord, Libéral, Familialiste) et en ordonnée la moyenne
de la variable "variable" pour chaque pays de chaque catégorie*/

```

```

/*Renvoit la moyenne de la variable "variable" pour
chaque pays présent dans la table */
proc means data=ess_label (where = (&variable<=4)) noprint;
    class cntry;
    var &variable;
    output out=mean_data mean=;
run;
/*Selectionne les moyennes qui correspondent
aux pays des différentes catégories étudiées*/
data mean_data;
    set mean_data;
    if cntry in ("DK", "SE", "NO", "FI", "FR", "BE", "LU",
    "DE", "AT", "GB", "CY", "IE");
run;
/*Création du graphique de points en regroupant
par la catégorie de pays afin d'obtenir des couleurs différentes*/
proc sgplot data=mean_data NOAUTOLEGEND;
    styleattrs datacontrastcolors=(red green blue)
    datacolors=(red green blue);

```

```

format cntry $country.;
scatter x=cntry  y=&variable /group=cntry;
run;

%MEND;

/*Graphiques utilisés*/

/*I.A.1*/
%panel_var1_var2(hinctnta,ditxssp,"income","gouv_evolution_impot_ps"
,10,10);
%panel_var1_var2(hinctnta,sblazy,"income","presta_sociale",10,5);
%panel_var1_var2(hinctnta,lbenent,"income","aides",10,5);
%panel_var1_var2(hinctnta,insfben,"income","aides",10,5);

/*I.A.2*/

%barres_stack(gvjbenv);
%barres_stack(gvhltch);
%barres_stack(gvslvol);
%barres_stack(gvslvue);
%barres_stack(gvcltdcr);
%barres_stack(gvpdlwk);

/*I.B*/

/*Acceptation*/
%trust(trstprl,ditxssp,10);
%trust(trstlgl,ditxssp,10);
%trust(trstplt,ditxssp,10);
%trust(trstpprt,ditxssp,10);

/*Méthode*/
%trust(trstprl,txearn,3);
%trust(trstlgl,txearn,3);
%trust(trstplt,txearn,3);
%trust(trstpprt,txearn,3);

/*Efficacité*/
%trust(trstprl,txautef,10);
%trust(trstlgl,txautef,10);
%trust(trstplt,txautef,10);
%trust(trstpprt,txautef,10);

```

```

/*I.C*/
%consensus("gincdif","presta_sociale");
%consensus("sblwcoa","presta_sociale");
%consensus("txearn","comment_taxer");
%consensus("ipeqopt","imp");
%consensus("smdfslv","presta_sociale");

/*II.A*/
%panel_var1_var2(hinctnta,ditxssp,"income",
"gouv_evolution_impot_ps",10,10);

/*II.B*/
%panel_var1_var2(edulvla,ditxssp,"education_ISCED",
"gouv_evolution_impot_ps",10,10);

/*II.C*/
%panel_var1_var2(agea,ditxssp,"age",
"gouv_evolution_impot_ps",200,10);

/*III*/
%vari_en_fct_pays(imprich);
%vari_en_fct_pays(ipeqopt);
%vari_en_fct_pays(impfree);
%vari_en_fct_pays(iphlpp1);
%vari_en_fct_pays(earnpen);
%vari_en_fct_pays(earnueb);
%vari_en_fct_pays(sblwlka);
%vari_en_fct_pays(sblazy);

```